



<http://dunod.link/ramses27-01>

Perspectives 2027

Voilà 35 ans que l'Union soviétique s'est effondrée de l'intérieur, en raison principalement de l'incapacité du régime établi par Lénine puis Staline à s'adapter, quand il était encore temps, aux changements du monde : plus d'un tiers de siècle s'est depuis écoulé – la moitié de la vie de l'URSS, laquelle s'est donc étendue sur trois générations de la population de l'empire russe. Les effets géopolitiques d'un événement aussi considérable n'ont pas fini de se faire sentir, actuellement surtout, par et à travers l'interminable guerre d'Ukraine. Mais ces effets ne sont pas les seuls marqueurs d'un début de troisième millénaire pendant lequel le pendule est rapidement passé, dans les pays occidentaux, de l'optimisme béat associé à l'idéologie de la mondialisation dite néo-libérale, souvent qualifiée d'« heureuse », à l'angoisse face à une accumulation de phénomènes incontrôlés, comme la pandémie de Covid-19 dont on n'a pas tiré toutes les leçons, le réchauffement climatique et peut-être surtout la révolution industrielle de l'Intelligence artificielle (IA), dont l'accélération est foudroyante depuis l'émergence à la face du monde de l'IA générative. Au-delà de l'IA, je pense aussi à la politisation de l'économie internationale.

Sur la question climatique, il me suffira de rappeler que les épisodes extrêmes précédemment attendus pour le milieu du siècle se manifestent déjà, et devraient se multiplier dès les toutes prochaines années, alors qu'en Europe, par exemple, on ne s'y est nullement préparé. Après les espoirs suscités par celle de Paris en 2015, les COP successives (dont la dernière, fin 2025, à Belém) n'ont apporté que des déceptions. On est perdu devant la nécessité de prendre rationnellement des décisions industrielles aussi structurantes que, pour le secteur automobile en Europe, le passage ou non au tout électrique en 2035. Sans parler de l'adaptation de l'habitat, des systèmes de santé, etc.

L'Intelligence artificielle

C'est sur l'IA que l'on va d'abord ici se concentrer. Cette discipline, initialement éclatée, a émergé au milieu du siècle dernier en même temps que les sciences de l'information. Il s'agissait initialement d'un ensemble éclectique de méthodes mathématiques destinées à mieux résoudre des problèmes concrets posés par des « agents », humains ou non. Par exemple, pour optimiser le fonctionnement d'une usine selon certains critères. On résout ce genre de problèmes avec des ordinateurs équipés d'algorithmes plus ou moins sophistiqués, qui traitent des données (*data*) judicieusement choisies.

La locution « Intelligence artificielle » s'est imposée rapidement, mais elle est équivoque, car *a priori* ce n'est pas la machine qui est intelligente, mais ceux qui l'ont mise au point. Cela dit, beaucoup de problèmes, même simples sur le plan conceptuel, comme les jeux d'échecs ou de go, se heurtent aux effets de nombres trop grands pour être mémorisés ou traités par la mémoire humaine, mais aussi par les ordinateurs. Pour y remédier, les pionniers n'ont pas tardé à s'intéresser aux modèles humains fondés sur les actions des meilleurs praticiens – pour la fabrication d'une automobile par exemple –, avec l'intention d'intégrer leur expérience dans l'IA. D'où l'idée de *machine learning*, à l'image de l'éducation des enfants et même des adultes : on part d'un modèle plausible et on l'« entraîne » avec un grand nombre d'expériences au contact des sachants, au cours desquelles se manifeste la part de leur savoir telle qu'elle peut s'incarner dans la pratique (*learning by doing*). L'entraînement permet en principe d'ajuster au mieux les paramètres du modèle. C'est ainsi que des ordinateurs ont pu économiser de la capacité de mémoire et de calcul et finir par vaincre les plus grands champions d'échecs ou de go, ceux-là mêmes dont on avait intégré le meilleur... Les chercheurs se sont évidemment intéressés très tôt au fonctionnement du cerveau humain et à la possibilité de l'imiter, en s'appuyant sur des « neurones artificiels », évidemment très simplifiés par rapport aux neurones naturels. Cette méthode est à la base de l'IA dite générative, dont le résultat le plus spectaculaire aux yeux du grand public fut le ChatGPT de la société américaine OpenAI. Les IAs de reconnaissance de formes – par exemple face à un piéton qui traverse une rue quelques mètres devant une voiture autonome, laquelle recevra alors l'ordre de freiner immédiatement pour éviter le drame – sont de même nature.

Un choc mondial

Le surgissement de ChatGPT en novembre 2022 suscita un choc mondial et aida tout un chacun à mieux prendre conscience, par exemple, de l'existant en Chine (reconnaissance faciale, etc.). Ce choc fut d'autant plus grand que, depuis lors, les applications disponibles de l'IA générative se sont multipliées à une cadence vertigineuse, et que la voie est ouverte, déjà dans le futur immédiat, pour sa prolifération dans tous les domaines de l'activité humaine. Les perspectives sont potentiellement sans limites. En même temps, une nouvelle génération, l'IA agentique, est en train d'apparaître, où il s'agit d'entraîner des modèles capables de rendre des services complets à un donneur d'ordres, comme la réservation de billets d'avion pour telle destination, tel jour, etc. Mais peut-être aussi sur les marchés... Et derrière l'IA agentique s'annoncent

les robots humanoïdes qui bouleverseront prochainement les sociétés en fort déclin démographique comme la Chine, le Japon ou la Corée du Sud. Peut-être bientôt disposera-t-on d'ordinateurs quantiques qui multiplieront les capacités de calcul (et donc les potentialités de l'IA) par un facteur considérable. Le point délicat est l'impossibilité devant laquelle on se trouve de dater les prévisions pour des événements porteurs de conséquences immenses et incernables, dont certaines stupéfieront le monde, pour le meilleur ou pour le pire.

Ces sujets, il y a peu réservés *de facto* à une minorité, font désormais l'objet d'innombrables débats, largement ouverts partout sur la planète. On s'interroge sur l'avenir du travail, de l'éducation, de la concentration industrielle et de la concurrence, des systèmes politiques ; ou encore sur la question éthique de la responsabilité dans la prise et l'exécution des décisions. On s'interroge sur les effets de tout cela sur la santé et la longévité des êtres humains, sur l'avenir de la paix et de la guerre. Et aussi sur les conséquences, en termes d'évolution de l'espèce humaine, d'une longue suite de transformations majeures à un rythme accéléré, un nouveau changement intervenant avant qu'on ait eu le temps de s'adapter au précédent.

L'impossibilité [...] de dater les prévisions pour des événements porteurs de conséquences immenses et incernables

Certains spécialistes ou simples commentateurs redoutent qu'avec des IAs capables de s'autoprogrammer, la machine finisse par s'imposer à l'homme comme HAL dans *2001, l'Odyssée de l'espace* (1968), et croient devoir annoncer la fin du monde, si l'on n'impose pas dès maintenant un contrôle rigoureux de l'ensemble de la chaîne de l'IA. Dans son encyclique *Magnifica Humanitas*, le pape Léon XIV analyse la nécessité d'assurer la protection de la *personne humaine* à l'ère de l'Intelligence artificielle. Sur un tout autre plan et à plus court terme, l'annonce aux États-Unis de l'introduction en Bourse de SpaceX, OpenAI et Anthropic dans un climat hautement spéculatif, avec des montants abyssaux, a perturbé les marchés, et l'on s'inquiète de possibles bulles dans ce secteur. Il faut en effet comprendre que le coût d'une IA atteint facilement le milliard de dollars (bases de données, entraînement du modèle, etc.). Soulignons l'ampleur des investissements que représentent les *data centers* et l'aspect énergivore de l'IA dans son ensemble. Sans parler de leur consommation en eau. Et si l'on raisonne à une échelle encore plus large, il faut également sécuriser l'accès aux matières premières dont se nourrit l'industrie numérique : matériaux critiques, terres rares, etc. Tout cela pose de nombreux problèmes de nature géopolitique. Plus précisément, l'industrie de l'IA a une dimension *géoéconomique* majeure.

Qu'est-ce que la géoéconomie ?

Encore à l'époque de la mondialisation néo-libérale autour de l'an 2000, on ne parlait guère de géoéconomie mais seulement d'économie internationale. Dans les manuels faisant référence pour cette discipline depuis la Seconde Guerre mondiale, l'essentiel était consacré à la modélisation des échanges de biens et services, et à la doctrine anglo-saxonne du libre-échange ; puis, au chapitre de la balance des paiements, les mouvements des capitaux se réduisaient surtout aux actifs financiers négociés sur les marchés. C'est que, dans ces ouvrages, le capital matériel et

le travail étaient, au moins en première approximation, considérés comme fixes. Les investissements directs à l'étranger (IDE) et la main-d'œuvre étrangère étaient vus comme des phénomènes marginaux et traités avec légèreté. Pourtant, avec la mondialisation, les IDE et les migrations ont pris de l'ampleur et se sont banalisés, dans un contexte de plus en plus politique. On est entré, sans s'en rendre compte, dans l'ère de la *géoeconomie*.

J'appelle *géoeconomie* l'étude des phénomènes économiques sous le regard de la politique internationale, de la géopolitique, et de la branche de la science économique appelée économie internationale. Les stratégies économiques des unités actives s'inscrivent dans cette triple perspective, qui s'impose dans une mondialisation toujours présente mais fracturée. Pour des raisons idéologiques, dans les pays occidentaux, la *géoeconomie* était négligée au temps de la guerre froide, en dehors de secteurs particuliers comme l'énergie. Pourtant, la dimension géopolitique des institutions de Bretton Woods était manifeste. Ainsi, la doctrine du libre-échange était-elle inséparable du protectorat américain en Europe (traité de l'Atlantique Nord, prolongé par l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord – OTAN), au Japon et en Corée du Sud (traités de sécurité mutuelle). La conjonction de ces espaces géographiques a conduit dans les années 1970 à la figure géopolitique du monde *trilatéral*, à partir de la « perspective d'Anchorage », cette ville de l'Alaska où les long-courriers reliant les États-Unis et l'Europe faisaient escale au temps de la guerre froide. Sur le plan militaire, la sécurité du libre-échange au point de vue d'Anchorage reposait – et repose toujours, mais dans une mesure qui s'affaiblit – sur la domination navale et la capacité de projection de la force partout sur la planète, deux caractéristiques majeures des États-Unis dont la puissance mondiale, à l'époque de la guerre froide, n'était approchée – et encore – que par l'Union soviétique.

À côté du pilier commercial, le pilier monétaire dérivait du dollar américain à travers le système de l'étalon de change or, le *Gold Exchange Standard* : taux de change fixes, mais ajustables par rapport au dollar et, indirectement, par rapport à l'or. Le dollar était convertible en or au prix fixe de 35 dollars l'once. L'un des moments les plus forts de l'histoire du second XX^e siècle fut la décision unilatérale du président Nixon, annoncée le 15 août 1971, de suspendre – en fait de mettre un terme à – la convertibilité du dollar en or. Nous sommes alors entrés dans l'ère des taux de change flottants. Étant donné les rapports de puissance de l'époque, la confiance dans la monnaie américaine ne fut pas sérieusement ébranlée par cette métamorphose, grâce à laquelle pendant plus d'un demi-siècle les États-Unis n'ont plus eu à se soucier de l'équilibre de leur balance des paiements. Ce n'est que tout récemment à l'échelle historique que les Américains eux-mêmes ont commencé, cette fois sérieusement, à s'interroger sur les limites d'une insouciance dont la justification rationnelle s'identifiait à la confiance qu'ils inspiraient chez les autres.

Leur inquiétude a commencé à poindre en même temps que les désillusions sur la mondialisation heureuse et la montée de la Chine. Elle a pris une tournure agressive avec le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche en janvier 2025. Consciente du risque à long terme de perdre la maîtrise de sa balance des paiements, n'attachant plus guère d'intérêt aux institutions de Bretton Woods notamment dans l'ordre commercial, l'Amérique du 47^e président a choisi de jouer bilatéralement et immédiatement de l'arme des tarifs douaniers avec ses partenaires, dans l'intention

de les contraindre à importer davantage de produits américains et à investir directement aux États-Unis. Dans cette forme nouvelle de guerre économique, Trump ne distingue pas les « amis » des « ennemis », ou tout au moins des adversaires. Comme les premiers sont plus dépendants de lui que les seconds, il a davantage de prise sur eux et n'hésite jamais à les humilier, notamment les Européens, comme on l'a vu à plusieurs reprises au cours de l'année 2025-2026. Avec les seconds, au premier rang desquels figure la Chine, il a davantage maille à partir ; il les respecte d'autant plus que, jusqu'à nouvel ordre, les États-Unis dépendent fortement de la Chine pour les terres rares. Et sans doute rêverait-il de l'établissement d'une sorte de G2, cette forme de gouvernance mondiale dont les Européens apeurés prêtaient l'intention au couple Richard Nixon-Henry Kissinger au début des années 1970. On parlait alors de l'établissement possible d'un « condominium » entre les États-Unis et l'Union soviétique. Aujourd'hui, la peur d'un G2 ne se constate pas seulement du côté des Européens, mais aussi chez d'autres alliés des Américains qui naguère encore tenaient le protectorat dont ils jouissaient pour une garantie infaillible, notamment au Moyen-Orient et en Asie de l'Est. Je reviendrai plus loin sur ce sujet.

Dans cette forme nouvelle de guerre économique, Trump ne distingue pas les « amis » des « ennemis »

La géoéconomie entre guerre et paix

Mon intention est ici de souligner l'importance prise par la géoéconomie au sein de la géopolitique au sens courant du terme, c'est-à-dire quand on confond, à tort, celle-ci avec la politique internationale. Cette importance, à des degrés variables selon les fluctuations du principal État de la planète, devrait perdurer tant que n'aura pas émergé un nouvel ordre international structurellement stable. Gardons-nous d'attribuer au seul Donald Trump l'intégrale responsabilité du recours à l'arme économique (*weaponization*, ou en français *arsenalisation*). Ses prédécesseurs en ont largement usé et abusé avec ce qu'on appelle l'extra-territorialité du droit américain, et plus généralement le recours au *lawfare*, c'est-à-dire à l'utilisation stratégique des moyens juridiques permettant à un acteur d'atteindre ses objectifs, ou tout au moins de contraindre le comportement d'autres acteurs. Le *lawfare* fait partie de la quasi-guerre à laquelle se livrent de plus en plus les États dans un contexte où l'on ne déclare pas et ne conclut plus de vraies guerres. Une quasi-guerre est une guerre qui n'est pas la guerre. Je préfère parler de quasi-guerre plutôt que de « guerre hybride », les belligérants n'utilisant pas frontalement des armes létales.

Une autre arme de la géoéconomie, ancienne celle-là, est le recours aux sanctions, auquel se plaisent les Occidentaux qui la pratiquent avec plus ou moins d'efficacité. Grâce aux sanctions, la guerre d'Ukraine a permis aux États-Unis d'accroître massivement et durablement la dépendance des Européens à leur égard en matière d'énergie. L'arme des sanctions a ceci de commun avec l'arme aérienne, qu'elle n'a jamais encore été décisive pour l'issue d'une quasi ou d'une vraie guerre. Elle produit beaucoup de dommages collatéraux, y compris dans le camp de ceux qui y ont recours. On pense naturellement aussi, dans le contexte actuel, aux conséquences pour l'économie mondiale de la guerre d'Iran commencée par Donald Trump en février 2026.

J'ai évoqué la notion de quasi-guerre pour souligner aussi l'élargissement de l'éventail des actions possibles pour peser sur le règlement des conflits, grâce à l'accroissement prodigieux de l'innovation technologique, en particulier l'IA. Par exemple, les pays membres de la « Coalition des volontaires » pour soutenir l'Ukraine face à la Russie ne sont pas en guerre, mais certainement en quasi-guerre avec cette dernière. Avec d'énormes enjeux, par exemple en matière de cybersécurité ou dans des confrontations d'intérêts à l'extérieur des territoires directement concernés (au Sahel, s'agissant de la France et de la Russie). À la limite, comme les conflits sont souvent corrélés, on exagère à peine en disant que le monde dans son ensemble pourrait se retrouver dans une situation de « ni guerre ni paix », loin de tout équilibre de référence. Le retour d'une guerre « de haute intensité » mobilise actuellement l'attention en Europe du Nord, mais aussi en Allemagne et en France. Je crois qu'étant donné la position géostratégique de la France (*die Lage*, au sens de Clausewitz), nous aurions intérêt à accorder une attention au moins équivalente, pour notre sécurité, aux « moyens du dedans » et aux « moyens du dehors », pour reprendre la distinction établie au XVIII^e siècle par le comte de Guibert.

Quiconque s'efforce de suivre attentivement les politiques étrangères et de sécurité des principaux acteurs de la scène internationale actuelle ne peut que conclure à l'improbabilité du début prochain d'une grande guerre de haute intensité, ce qui ne nous dispense pas de la nécessité de nous y préparer. Mais aucun pays n'envisage dans l'avenir prévisible le retour à une forme d'équilibre et de stabilité comparable au multilatéralisme d'antan. On s'attend plutôt à une extension de la

Le scénario d'une
Troisième Guerre
mondiale comparable
à celles du XX^e siècle est
très peu probable, mais
[...] gardons-nous de
confondre optimisme
et espérance

guerre économique, et donc à une augmentation des marchandages violents. Chacun entend réduire sa dépendance vis-à-vis des autres, sans pour autant renoncer aux avantages d'une mondialisation, certes très imparfaite en comparaison des rêves de l'an 2000, mais toujours là. Personne ne peut rêver du retour à de véritables blocs dans un avenir prévisible. Des scénarios combinant des guerres locales de haute intensité et des quasi-guerres sur des territoires beaucoup plus étendus sont réalistes pour les prochaines années ou décennies. On peut donc continuer de penser que le scénario d'une Troisième Guerre mondiale compa-

parable à celles du XX^e siècle est très peu probable, mais comme ni la rationalité ni la sagesse n'ont jamais gouverné les hommes, pas même au début du XXI^e siècle, gardons-nous de confondre optimisme et espérance.

Nombreux sont les auteurs qui parlent de retour et d'affrontement des « empires ». Il faut se méfier des mots dont les connotations peuvent suggérer des fausses ressemblances ou analogies. On risque de commettre de lourdes erreurs, ou tout au moins de tomber dans des discours idéologiques qui nourrissent la violence au lieu de l'apaiser. L'histoire de la constitution territoriale de chaque État lui est propre ; chacun a ses forces et ses faiblesses. Par exemple, le lien pluriséculaire tissé entre la Russie et l'Ukraine avant la guerre avait atteint une profondeur culturelle et politique en rien comparable à celui, d'une tout autre nature, qui a réuni la France et l'Algérie durant 132 ans de colonisation. Nul ne peut, de nos jours, sérieusement prétendre reconstituer des empires territoriaux comparables à ceux qui ont existé de l'Antiquité jusqu'à l'aube des temps modernes. En revanche, tous

les États sont préoccupés par leur sécurité telle qu'ils la conçoivent, et donc par leurs relations avec ce que la Russie post-soviétique appelait l'« étranger proche ». Surtout quand ils ont reconquis récemment leur souveraineté, comme la Pologne ou les États baltes. Rien n'est plus difficile que de construire ou reconstruire des relations de confiance après les guerres. Aux États-Unis, l'« étranger proche » comprend le Canada et l'Amérique latine. D'où la doctrine Monroe, dont l'esprit, sinon la lettre, n'a jamais disparu. La réalité des rapports de puissance fait que les relations de voisinage sont rarement symétriques, même au sein de l'Union européenne (UE). Avec l'affaiblissement du droit international auquel chacun doit s'adapter, et celui du multilatéralisme, on doit éviter de s'engager sur de fausses pistes en matière de représentations et, surtout, d'idéologies territoriales, en dépit du choc des passions et des propagandes qui accompagnent inévitablement les périodes troublées.

Le « Sud global » n'est pas l'ennemi de l'Occident

Pour compléter ces remarques, arrêtons-nous sur le cas du « Sud global » (*Global South*), comme on nomme la nouvelle catégorie géopolitique qui a remplacé le Tiers-monde. Il s'agit d'un ensemble fort hétérogène, comprenant des pays très riches, comme ceux du Golfe, et très pauvres, comme certains en Afrique, avec des différences souvent considérables marquées par l'histoire et la géographie. Cette hétérogénéité se reflète dans leur réunion emblématique : les BRICs. Dans ces conditions, il est absurde de prétendre plaquer sur ce « Sud global » une idéologie uniformément revancharde et haineuse à l'encontre d'une Europe et, par extension, d'un Occident jugés responsables de tous les maux, passés et présents. Certes, le « Sud global » tire son unité apparente de la contestation d'un ordre du monde occidental-centré. Mais contester n'est pas nécessairement haïr. En quelques mots, l'idéologie de la haine, dont l'origine se situe paradoxalement dans des milieux intellectuels et politiques européens et occidentaux, se présente caricaturalement comme suit : à partir des temps modernes, les Européens se sont lancés dans la conquête du monde pour satisfaire leurs intérêts matériels, en instrumentalisant la façade de l'universalisme chrétien. Emmanuel Macron, alors candidat à l'Élysée, a même parlé de « crime contre l'humanité » à propos de la colonisation de l'Algérie. Le président Macron a, lui, évoqué l'exploitation de la « rente mémorielle » par un régime comparable, à de nombreux égards, à celui de l'URSS d'autrefois. Mais les anciens pays du Tiers-monde qui ont réussi à décoller, à commencer par la Chine et l'Inde, tiennent des discours plutôt réalistes. Certes, ils voient le cycle de l'expansion européenne amorcé voici un demi-millénaire et prolongé au XX^e siècle par les États-Unis comme touchant à sa fin. Certes, l'universalisme dont les Occidentaux prétendent détenir les clés n'est plus supportable, en particulier quand ils entreprennent d'exporter de gré ou de force les valeurs qu'ils attribuent à la démocratie libérale, alors qu'ils n'en donnent pas toujours le meilleur exemple. Mais c'est en apprenant intelligemment des Occidentaux que ces pays sont parvenus à trouver le chemin du développement économique et entendent continuer de tirer les bénéfices de la coopération avec eux, dans le respect des « intérêts fondamentaux » des uns et des autres. Pour eux, l'esprit de vengeance n'est pas un signe de force mais de faiblesse. Encore faut-il que les Occidentaux ne se méprennent pas sur l'ancrage des intérêts fondamentaux

des uns et des autres, qui sont d'ordre géopolitique, voire civilisationnel, comme Taïwan pour Xi Jinping ou l'hindouisme pour Modi.

On a tort de voir
le « Sud global »
comme l'ennemi
de l'« Occident », et
réciproquement

Le « Sud global » d'aujourd'hui ne ressemble plus que de très loin au Tiers-monde d'autrefois. Au temps de l'Union soviétique, quand il n'y avait que deux « super-puissances » – les États-Unis et l'URSS – les pays les plus avancés du Tiers-monde cherchaient à préserver ou à accroître leur marge d'action politique à partir du concept de non-alignement, mais rien ne leur permettait de croire sérieusement à leur décollage économique, qui n'était généralement pas leur priorité. C'est dans ce contexte que les États-Unis ont joué contre la Grande-Bretagne et la France lors de la crise de Suez en 1956. De nos jours, beaucoup de pays du « Sud global » sont entrés dans la modernité. Le monde n'est plus bipolaire mais multipolaire. La gouvernance mondiale est entre parenthèses, et pour chaque acteur du « Sud global » le choix de partenariats est beaucoup plus ouvert qu'à l'époque de la conférence de Bandung. On ne parle plus de non-alignement, mais de multi-non-alignement comme dans l'Inde de Modi, ou de multi-vectorialité dans le Kazakhstan de Nazarbaïev puis de Tokaïev. Dans ces conditions, on a tort de voir le « Sud global » comme l'ennemi de l'« Occident », et réciproquement. L'Occident est d'ailleurs à peine davantage uni que le « Sud global ». Je crois que pour les États dont la pérennité des régimes politiques repose sur la haine des autres, l'horizon est bouché, tôt ou tard. À n'en pas douter, ce sera par exemple le cas pour les pays du Sahel africain qui ont sombré dans le djihadisme.

La part de la géoéconomie continuera d'augmenter

De ce qui précède, il ressort que la part géoéconomique de la géopolitique est partie pour rester durablement plus élevée qu'au temps de la mondialisation néo-libérale et, *a fortiori*, de la guerre froide. En principe, les unités actives du monde sont toujours susceptibles d'opérer à l'échelle planétaire, selon un éventail accru de possibilités virtuelles, dont beaucoup sont teintées d'une ambiance de quasi-guerre. Mais le théâtre d'opérations qui s'ouvre devant elles n'est pas statique. Il met en scène les actions et réactions d'un nombre croissant d'autres unités actives, ce qui conduit à des situations plus complexes que même le jeu de go. Cette situation met au défi toute tentative de modélisation purement logique pour élaborer les stratégies et calculer les tactiques. Contrairement aux conditions de validité du *deep learning* en Intelligence artificielle, la scène qui se déroule sur ce théâtre met au défi toute capacité de l'observer assez longuement sans qu'elle ne change. Ce qui complique et compliquera la vie des historiens. En pratique, qu'il s'agisse de la découverte scientifique, de la politique, de la guerre ou de l'économie, les grands entrepreneurs ont toujours été des personnalités d'exception par le bouquet de leurs talents au premier rang desquels figure l'intuition. On peut interpréter l'intuition comme la capacité de trouver, à temps par rapport à l'objectif poursuivi, un chemin qui n'est qu'un *second best* mais permet d'atteindre approximativement le but, en surmontant ou en contournant les principaux obstacles. En attendant l'avènement de l'IA dite forte qui, selon ses grands prêtres, rendra dérisoires toutes ces considérations, on voit bien que

nous sommes entrés dans un monde beaucoup plus compétitif, plus dur et plus risqué que ce que nous pouvions imaginer voici encore un demi-siècle en rêvant à la notion de progrès.

Pour conclure sur les aspects géoéconomiques du nouveau monde, il est clair que le calcul économique au sens classique (par exemple, le choix des investissements, mais à l'échelle planétaire) devient de plus en plus subtil, en ce sens qu'il doit intégrer un nombre croissant de facteurs aléatoires, pas toujours probabilisables mais souvent corrélés, ce qui *a priori* se traduit par une tendance à l'augmentation des coûts. Une question importante est de savoir, d'une part, si l'on peut parier sur l'innovation et le progrès technologique pour compenser ce phénomène ; d'autre part, et surtout, jusqu'où l'on peut espérer faire face aux risques émergents (prévention, adaptation) en repensant à nouveaux frais les diverses facettes de la fonction d'assurance au sens le plus large du terme. Le fait est que, jusqu'à présent, le commerce international a remarquablement résisté aux turbulences et qu'à l'échelle mondiale, l'inflation est restée contenue.

En finir avec l'Iran ?

Au cours de l'année 2025-2026, Donald Trump a persévéré – toujours de façon brouillonne et provocatrice – dans les grands axes de sa politique étrangère, dont la finalité affichée est *Make America Great Again* (MAGA). Il a toujours l'ambition de remodeler le monde à cette fin, qui n'implique pas à ses yeux d'endosser les croisades de ses prédécesseurs pour la propagation de la démocratie et de l'économie de marché. Il ne s'interroge pas sur la fin de l'Histoire, et estime qu'on peut faire des *deals* avec tout le monde, surtout dans le cadre d'un rapport de force favorable.

Ayant échoué jusqu'ici à imposer la paix en Ukraine, et certainement sous la pression de Benyamin Netanyahu, l'hôte de la Maison-Blanche, une fois de plus en traitant ses alliés avec mépris, s'est lancé, le 28 février 2026, conjointement avec le Premier ministre israélien, dans une nouvelle guerre contre l'Iran. Leur but était vraisemblablement d'en finir avec un régime qui, après la révolution de 1979, n'a cessé de nuire aux intérêts des États-Unis et de faire peser une menace existentielle sur Israël. La « guerre des Douze Jours » de 2025 a considérablement affaibli le régime des mollahs, mais apparemment pas au point d'éliminer le risque nucléaire ni de réduire suffisamment les capacités balistiques ou le soutien au Hezbollah qui menacent Israël.

Au début de l'année 2026, dans le cadre de sa conception de la doctrine Monroe revisitée au XXI^e siècle, Donald Trump a réussi à capturer le dictateur vénézuélien Nicolás Maduro. Loin de prendre le risque de renverser le régime chaviste, il a choisi de coopérer – évidemment en position de force – avec la vice-présidente Delcy Rodríguez, promue présidente par intérim. L'opération est certes fort contestable sur le plan du droit international, mais avec un peu d'optimisme on peut y voir un succès au moins temporaire. Sous réserve des conséquences du tremblement de terre du 24 juin 2026 et, surtout, de la stratégie de Trump pour la suite – mais en a-t-il une ? En tout cas, cette opération a peut-être inspiré son auteur pour un nouveau coup : en Iran. Le calcul de Donald Trump aurait alors été, non pas le changement de régime dont rêvent les Israéliens et une bonne partie de la

Trump s'est trompé,
un peu comme
Vladimir Poutine,
pensant, quatre
ans plus tôt, sans
doute, ne faire de
Volodymyr Zelensky
qu'une bouchée

population iranienne, mais de faire émerger un autre leadership au sein du régime des mollahs, puis de travailler avec lui comme avec Rodríguez à Caracas. On ne sait qui, à Washington, a pu encourager ou, au contraire, décourager le président dans cette démarche. Toujours est-il qu'il s'est lancé à l'aventure le 28 février 2026 avec une puissance de feu considérable, mais en excluant tout envoi de troupes au sol. Il s'est trompé, un peu comme Vladimir Poutine, pensant sans doute, quatre ans plus tôt, ne faire de Volodymyr Zelensky qu'une bouchée. Le renseignement politique des Américains et des Israéliens a peut-être été moins bon que le renseignement militaire. Donald Trump s'est trompé au moins sur trois plans : les dom-

images matériels et humains – notamment les assassinats dont celui du Guide suprême Ali Khamenei – n'ont anéanti ni fondamentalement déstabilisé le régime, désormais entre les mains de durs qui, capables aussi de jouer avec la tradition chiite du martyr, ne sont pas enclins à la soumission, quitte à le payer cher ; en s'en prenant aux alliés des États-Unis dans le Golfe, les Iraniens ont semé auprès de ces derniers et au-delà de la région le doute sur la crédibilité de la protection américaine ; en refusant de lâcher leurs alliés du Hezbollah, les Iraniens sont également parvenus à maintenir la pression sur le dossier palestinien. À l'échelle globale,

l'Iran a réussi à déplacer le problème stratégique et le rapport de force en s'en prenant au détroit d'Ormuz et en semant les germes d'une modification majeure du droit de la mer. Ainsi le rôle des États-Unis comme garant *de facto* de la liberté de navigation sur la planète s'est-il mis en cause là où on ne l'attendait pas.

L'idée de changement de régime voulue en tout cas par Benyamin Netanyahu renvoie aussi à l'histoire de la Perse et au fait qu'au XX^e siècle les Occidentaux, à commencer par les Américains, n'ont jamais saisi la nature de son peuple. La dynastie des Pahlavi, qui n'a pas eu son Atatürk, a été dominée par l'influence occidentale, en particulier américaine, sans jamais se trouver en phase avec la majorité de sa société. À la fin de son règne, Mohamed Reza Shah était honni par la population. Pour une raison semblable, le renversement du régime n'était pas cette fois-ci l'hypothèse la plus probable. D'où pourrait provenir un nouveau régime ? On doit plutôt s'attendre à un renforcement de la répression – ce que le Shah n'a pas voulu faire en 1979 quand il l'aurait pu – et à d'après négociations avec les États-Unis sur la durée. Les interlocuteurs iraniens de Donald Trump ne seront pas aussi malléables que Delcy Rodríguez. Et qu'il s'agisse de la question israélo-palestinienne ou de la géopolitique du Golfe, puisque les deux sujets sont inévitablement liés, comment imaginer que les horreurs qui se sont succédé depuis le 7 octobre 2023 n'aient pas d'effets durables sur plusieurs générations ?

À court et moyen termes, on ne voit pas le leadership iranien céder sur la cause palestinienne, à laquelle une partie significative des opinions occidentales manifeste sa sympathie. Quant à l'affaire d'Ormuz, c'est aussi toute la question de l'importance géoéconomique et géostratégique des détroits qu'elle remet à l'ordre du jour. Le pouvoir iranien a mis la main sur un levier de choix. Sauf dans l'hypothèse peu probable où il s'effondrerait complètement, il n'a aucun intérêt à lâcher son emprise à bon compte. Ayant dit tout cela, il reste le facteur temps. L'Iran ne peut pas se reconstruire en quelques mois ou quelques années, et fait face à des besoins

urgents que nul État étranger ne proposera de satisfaire sans conditions. De son côté, le défi principal de Donald Trump à court terme est de réussir les *midterm elections*, qu'il peut perdre même si le Parti démocrate reste en mauvaise forme. Certains analystes américains pensent que, s'il gagnait, Trump pourrait ordonner une ultime attaque massive sur l'Iran pour tenter cette fois vraiment d'en finir. Il n'a pas réussi la séquence ouverte le 28 février, et à supposer qu'il ait pleinement pris conscience des interrogations que l'on vient d'exposer, la tentation pourrait être grande chez une personnalité comme la sienne de prendre à nouveau son risque. Mais beaucoup dépendra également des élections en Israël cet automne, dont l'issue est aussi incertaine. Tout ceci nous rappelle que, dans le monde actuel, la complexité n'est pas l'apanage de la géoéconomie. L'ordre international s'est effondré avec l'Union soviétique. Il n'a toujours pas été remplacé. La transition n'en est encore qu'à ses balbutiements.

Finir la guerre en Ukraine ?

Du côté de l'Ukraine, la guerre est entrée dans sa cinquième année et le cours des choses illustre, s'il en était besoin, à quel point on se heurte à l'imprévisible quand on laisse le diable sortir de la bouteille : toujours la complexité. Toutefois, le déroulement des événements depuis la dernière édition de *Ramses* n'infirme pas l'idée qu'en dehors des Ukrainiens rassemblés par Volodymyr Zelensky, les deux acteurs capables de conduire vers une solution pérenne sont les États-Unis – c'est-à-dire encore Donald Trump pour une durée limitée au plus tard à janvier 2029 –, et la Russie – c'est-à-dire Vladimir Poutine pour une durée indéterminée. Sur le terrain, en dépit de pertes humaines qui s'expriment en millions de morts ou de blessés, et d'un quasi *statu quo* sur la ligne de front, le second s'en tient à des revendications territoriales qui excèdent ce qu'il a conquis jusqu'ici, et le premier refuse de céder ce qu'il n'a pas perdu par les armes. Surtout, les deux adversaires sont en profond désaccord sur les conditions d'une paix, même en incluant dans ce terme la fausse solution d'un cessez-le-feu prolongé *sine die*. Pour Zelensky, soutenu – mais jusqu'où ? – par les Européens et en zigzag par les États-Unis, aucun règlement n'est possible sans garanties de sécurité crédibles pour la future Ukraine. Du point de vue de Poutine, la question se pose dans un cadre plus large comme avant son « opération spéciale » : il s'agit de la refonte de l'architecture européenne de sécurité dans son ensemble, symbolisée par ce qu'on pourrait appeler pour simplifier un « Helsinki 2 ».

En dehors d'un changement radical de posture à Washington, ou d'une surprise majeure toujours possible dans les coulisses du Kremlin, les positions des deux belligérants sont inconciliables. Sur les plans technique et tactique, les Ukrainiens manquent encore de missiles antimissiles, mais ils ont accompli des progrès remarquables, principalement avec les drones. Ils forcent l'admiration jusque dans les pays du Golfe malmenés par la guerre d'Iran, et sont parvenus à déstabiliser les Russes en frappant en profondeur des cibles stratégiques comme les raffineries de pétrole, au point de provoquer une pénurie d'essence dans l'un des principaux pays producteurs de la planète. Ces exploits renforcent le moral de la population, qui peut-être espère que le temps jouera en faveur de l'Ukraine. De leur côté, les Russes, au-delà des minorités envoyées sur le front, commencent à prendre conscience des difficultés provoquées par les sanctions occidentales, l'économie de guerre, les coupures d'internet et, de plus en plus,

On peut craindre en effet que la guerre d'Ukraine dégénère de plus en plus visiblement en quasi-guerre, voire à la longue en vraie guerre européenne

les frappes ukrainiennes. La popularité du maître du Kremlin peut s'en ressentir, mais pas au point d'affecter sa légitimité. Comme, de leur côté, les Européens semblent convaincus de « la menace russe », on peut craindre en effet que la guerre d'Ukraine dégénère de plus en plus visiblement en quasi-guerre, voire à la longue en vraie guerre européenne si, à un moment imprévisible, il venait à l'idée du Kremlin de jouer un coup de poker quelque part en Europe otanienne. Il est

temps que les États-Unis se décident. Et le plus tôt sera le mieux. En attendant, malgré les difficultés qu'il considère peut-être comme passagères, Vladimir Poutine semble continuer de penser qu'il a le temps pour lui, surtout s'il parvient à enfoncer plus avant le coin qui sépare déjà l'Europe et les États-Unis.

On en revient comme toujours aux États-Unis et à Donald Trump. Avec le recul du temps et l'atténuation des facteurs idéologiques ou passionnels, il apparaît encore plus clairement que les États-Unis et l'Europe occidentale n'avaient pas de raisons d'appréhender stratégiquement de la même

manière les conséquences à moyen et long termes de l'agression du 24 février 2022. Face aux désillusions du « monde plat » à la Fukuyama, cher un temps à l'éminent journaliste Thomas Friedman, les Américains les plus lucides voyaient bien, sans toujours l'avouer, que l'enjeu ukrainien n'était pas aussi important pour eux que l'exposait Zbigniew Brzezinski dans son essai *Le Grand Échiquier* (1997). Plus tard d'ailleurs, Brzezinski lui-même ne s'y est plus trompé. Plus efficace que la propagation ouverte de la doctrine de la foi démocratique pouvait être la recherche patiente d'une entente avec la Russie, face à la montée inexorable de la Chine. Mais l'échec de l'assaut initial de Vladimir Poutine a provoqué une réaction d'autant plus forte en Europe occidentale que l'Union européenne (UE), désormais élargie à d'anciens pays « satellites » de l'URSS comme la Pologne, ainsi qu'aux pays baltes occupés puis annexés par l'Union soviétique au début de la Seconde Guerre mondiale, a vu avec effroi ressurgir le spectre d'une autre époque : telle fut sa perception, sous l'effet du courant atlantiste traditionnel dominant et bien organisé. Au moins dans un premier temps, le président Biden, un démocrate dont toute la carrière avait été marquée par l'engagement dans les institutions euro-atlantiques, n'a pu que partager le réflexe défensif des alliés de l'Amérique, comme si l'Ukraine des frontières de 1991 appartenait déjà à l'OTAN.

Quoique de la même génération que Joe Biden et moins versé dans la géopolitique et les relations internationales que son prédécesseur, Donald Trump avait déjà montré lors de son premier mandat qu'en dehors de l'*establishment* et pour au moins une grande moitié de l'Amérique, la vieille géopolitique était devenue obsolète avec la fin de la guerre froide. Revenu au pouvoir, fort, si l'on peut dire, de l'ignorance de son ignorance diplomatique, poussé par son *hubris* et un puéril désir de recevoir le Prix Nobel de la paix – lequel avait été attribué à crédit à Barack Obama –, désireux comme ses prédécesseurs de faire des *deals* avec le président Poutine mais par d'autres moyens que la conversion forcée à la démocratie, il a prétendu régler le problème en quelques semaines et s'est heurté à un mur. Depuis, il n'a pas modifié son point de vue sur le plan proprement géopolitique (idéologie relative aux territoires), mais comme il se montre incapable de changer de ligne dans sa manière

d'exercer la diplomatie, il n'a cessé de souffler le chaud et le froid auprès de Zelensky et de Poutine, et de manifester ainsi davantage de faiblesse que de force.

Volodymyr Zelensky continue de compter sur sa magie, et Vladimir Poutine sur les failles qu'il connaît bien entre Américains et Européens, mais aussi entre les Européens eux-mêmes. Dans ces conditions, à moins d'un choc toujours possible, rien ne permet objectivement de prévoir une fin prochaine de la guerre. Mais comme l'UE est loin de posséder les moyens politiques, économiques et militaires de la puissance, il est toujours permis de penser qu'avec Donald Trump ou après lui, les États-Unis resteront l'un des deux grands acteurs potentiellement décisifs sur le chemin de la paix.

Du côté de la Chine

La question la plus importante pour l'avenir du système international reste évidemment la place que la Chine tiendra dans le monde, symboliquement en 2049, c'est-à-dire au centenaire de la création de la République populaire de Chine (RPC) par Mao Zedong. C'est en effet l'échéance qu'elle s'est fixée pour la réunification avec Taïwan, *alias* Formose, un objectif constamment réaffirmé par le Parti communiste chinois (PCC) depuis Mao. La Chine est entrée dans une ère nouvelle avec la victoire des réformateurs conduits par Deng Xiaoping à la fin des années 1970, un siècle après le début de l'ère Meiji au Japon. En une quarantaine d'années, la progression de l'Empire du Milieu a été comparable à celle du pays du Soleil Levant en son temps.

Pour comprendre où nous en sommes aujourd'hui, il faut en revenir à la géo-économie. À la fin du siècle dernier, c'est en adoptant un profil bas et en multipliant les missions d'information dans le monde que les Chinois ont appris à décoller. Les élites du pays ont compris que pour réussir vraiment, au-delà des avantages des zones économiques spéciales, elles devaient se battre à tout prix pour se faire admettre dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) – nouveau nom donné en 1995 au *General Agreement on Tariffs and Trade* (GATT) des institutions de Bretton Woods, avec un élargissement des ambitions libre-échangistes dans l'esprit du multilatéralisme et de la mondialisation. Ce ne fut pas, pour les autres, une décision facile à prendre, car chacun pouvait comprendre que l'absorption de la Chine dans le réseau du commerce international n'était pas comparable à celle de « tigres » comme la Corée du Sud ou Singapour. Les pays occidentaux finirent par se prononcer favorablement pour deux raisons qui nous ramènent à l'idéologie néo-libérale : d'une part, les bénéfices de la délocalisation (*outsourcing*) de la production industrielle dans un pays disposant d'un immense réservoir de main-d'œuvre à très bon marché, puis de l'exportation dans le monde entier dans les conditions les plus compétitives ; d'autre part, ce faisant – du moins le pensait-on – la démocratisation du pays. Les Occidentaux, qui ne doutaient pas encore de leur vocation à diriger le monde, n'imaginaient pas qu'on pût entrer durablement dans la modernité économique sans se convertir à la démocratie libérale.

La Chine devint l'usine du monde industrialisé, mais ne renonça pas à sa culture politique, plus de deux fois millénaire. Ce n'est pas tout. Figés dans le préjugé que les Chinois étaient de bons copistes mais pas de bons créatifs, les mêmes Occidentaux

La possibilité pour la Chine de devenir la première puissance mondiale dans le courant du XXI^e siècle est réelle

n'avaient pas imaginé que leurs partenaires chinois deviendraient de remarquables technologues, qu'ils multiplieraient dans l'enseignement supérieur les lieux d'excellence pour la formation des ingénieurs, et j'en passe... C'est ainsi qu'aujourd'hui, dans le domaine de l'IA par exemple, on estime que les Chinois n'ont que quelques mois de retard par rapport aux Américains, dans un domaine où le long terme se compte en nombre de mois. Même si une partie du pays est encore peu sinon sous-développée, la possibilité pour la Chine de devenir la première puissance mondiale dans le courant du XXI^e siècle est d'autant plus réelle que les États-Unis, tout en conservant des atouts majeurs, notamment sur les plans technologique, militaire, financier, et encore aussi malgré tout en termes de *soft power*, montrent de nombreux signes de division. Ces signes sautent aux yeux dans la vie politique. Ainsi le Parti républicain reste-t-il très marqué à droite, tandis que chez les démocrates, une gauche radicale, peu ancrée historiquement mais popularisée autour du nom de Bernie Sanders, marque des points, par exemple sous l'influence du nouveau maire de New York, Zohran Mandani, élu fin 2025.

Sur un plan géopolitique plus large, la compétition entre les États-Unis et la Chine est la grande affaire des prochaines décennies. Or, pour toutes les raisons mentionnées précédemment, en particulier les effets contradictoires de l'interdépendance héritée de la mondialisation et parallèlement

du retour à la logique du chacun pour soi dans un schéma de rapports de puissance, la part de la géoéconomie est vouée à s'accroître aussi longtemps que chacune des deux superpuissances n'aura pas atteint un niveau suffisant d'autonomie. Pour y parvenir, chacune doit élargir autant que possible le cercle de ses affidés (en Amérique latine, par exemple, pour les États-Unis, d'où l'impatience de Trump sur le Venezuela et Cuba). Ce contre quoi, justement, et certes à des niveaux divers, aussi bien les pays de l'UE que ceux du « Sud global » voudraient s'opposer : un intérêt commun qui évidemment les rapproche, mais pas au point de peser décisivement jusqu'à nouvel ordre.

On en revient au multi-non-alignement, en particulier à la question de l'Ukraine. Car l'intérêt à long terme des membres de l'UE, ou même celui de la Russie, n'est certainement pas que celle-ci tombe dans l'escarcelle de la Chine. L'histoire des rapports entre ces deux États est éclairante à cet égard. Mais à court et – probablement – moyen terme, c'est bien à l'approfondissement du rapprochement entre les deux que l'on assiste. Sur le plan géoéconomique, la tension entre les États-Unis et la Chine est contenue dans les limites de l'interdépendance évoquée plus haut. Toujours sur ce plan, en cas de durcissement du conflit commercial avec l'Europe, la Chine aurait sans doute intérêt à faire quelques concessions, ne serait-ce que pour ne pas s'affaiblir elle-même en perdant de précieuses parts de marché et en contraignant l'UE à accroître encore davantage sa dépendance vis-à-vis de l'Amérique.

En regardant l'aspect proprement géostratégique de la relation sino-américaine, on constate que si la Chine poursuit avec opiniâtreté sa montée en puissance militaire, elle n'est pas encore prête à se mesurer aux États-Unis ; et que ceux-ci ne le sont probablement pas pour dissuader à peu de frais les Chinois de prendre Taïwan par la ruse sinon par la force. De toute façon, pour gagner une guerre sans la faire,

mieux vaut faire croire à l'adversaire qu'on saurait la gagner en la faisant. Mieux vaut jouer la partition de Sun Zu plutôt que celle de Clausewitz. En Asie de l'Est, l'adversaire potentiel le plus apparent de la Chine, notamment à propos de Taïwan, est le Japon qui, en octobre 2025, s'est doté pour la première fois d'une Première ministre : Sanae Takaichi. Celle-ci inscrit son action dans les pas de Shinzo Abe et affiche l'ambition d'augmenter massivement les dépenses militaires, à l'instar de l'Allemagne en Europe. Elle défend également une politique étrangère plus agressive à l'égard de la Corée du Nord et entend manifester la présence de son pays sur les îles contestées de Senkaku. Sanae Takaichi s'est rapprochée de Donald Trump avec un mélange de crainte et de soumission – à cet égard, comme les alliés européens des États-Unis. Le trilatéralisme n'est toujours pas mort.

L'avenir de l'Union européenne

J'ai essayé de présenter de façon cohérente quelques grandes tendances de l'évolution de la scène internationale, avec en arrière-plan la situation de l'Europe et plus particulièrement de l'UE. Je partirai maintenant d'un constat qui, à mes yeux, ne fait que se renforcer depuis la fin de l'année 1991 : la chute de l'Union soviétique a sabordé le projet des pères fondateurs de la Communauté européenne, dont les Français les plus illustres furent Jean Monnet et Robert Schuman, pour deux raisons fondamentales.

Ce projet visait à constituer une fédération européenne, grâce à la mise en place, progressive et réfléchie, d'institutions permettant de mutualiser des intérêts structurants pour l'avenir des populations engagées dans cette aventure. Cette dernière a été entreprise par six États très affaiblis par la guerre, en s'appuyant sur les thèmes vitaux de l'énergie et de l'acier. La France dominait l'entreprise, l'Allemagne et l'Italie ne se trouvant pas en bonnes positions pour des raisons évidentes. Les trois autres non plus – les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg – ne fût-ce qu'en raison de leur poids. Sur le plan politique, l'institution de la Commission avait ceci de très original, mais aussi de sympathiquement irréaliste, que les personnalités appelées à y siéger devaient subir un lavage de cerveau pour effacer toute empreinte, même charnelle, de l'intérêt national de leur pays d'origine, au profit du très abstrait « intérêt européen », c'est-à-dire le projet fédéral en tant que tel. Dès le début, en 1957, il était clair que la Communauté économique européenne (CEE) était vouée à s'élargir, dans des limites *a priori* indéfinies, mais avec une sage lenteur dans la mesure où tout élargissement devrait être précédé de l'« approfondissement » de la phase antérieure, toujours dans le même esprit. Je n'insiste pas sur les écarts par rapport aux intentions initiales apparus dès le premier élargissement au Royaume-Uni, à l'Irlande et au Danemark, acté en 1973, ni sur le retrait du premier, 43 ans plus tard (Brexit). À la fin des années 1980, l'hétérogénéité de la CEE avait déjà sérieusement altéré sa nature. Chacun songeait à son propre intérêt, plutôt qu'à celui de la Communauté en tant que telle. Mais le coup de grâce est effectivement venu de la chute de l'Union soviétique, dans la mesure où l'association désormais labellisée « Communauté européenne » plutôt que « Communauté économique européenne », devenue à la fois assez lâche par les conditions de ses élargissements successifs et plus bureaucratique, a cédé à la tentation de la facilité, sous la pression américaine, en s'ouvrant immédiatement aux pays baltes et aux anciens membres du pacte de Varsovie qui, eux, avaient des intérêts très nationaux à défendre.

Les Américains [...] ont toujours vu l'élargissement de l'UE et celui de l'OTAN comme les deux faces d'une même pièce

C'est ici qu'intervient explicitement la seconde raison mentionnée plus haut. On oublie facilement que le projet de Jean Monnet, Robert Schuman *et alii* était *de facto* inséparable du protectorat américain sur l'Europe occidentale instauré par le traité de l'Atlantique Nord et surtout par son prolongement institutionnel, l'OTAN. On ne répétera jamais assez que pour les Américains, les « institutions euro-atlantiques » formaient un tout indissociable, et c'est pour cela que jusqu'à la présidence de Joe Biden incluse, ils ont toujours vu l'élargissement de l'UE et celui de l'OTAN comme les deux faces d'une même pièce. Ce n'est pas l'enthousiasme pour une cause abstraite ni un pur élan affectif qui a conduit les anciens satellites européens de l'Union soviétique à vouloir adhérer à l'UE et à l'OTAN. De l'Union européenne ils attendaient un accompagnement et une aide à la hauteur de leurs besoins pour se reconstruire après deux générations de dictature. Et en effet, l'effort économique et financier consenti à leur profit par les Européens de l'Ouest se compare favorablement au plan Marshall dont ces derniers avaient bénéficié, grâce aux États-Unis, après la Seconde Guerre mondiale. Du point de vue des nouveaux partenaires «

de l'Est », cet effort n'était que justice, dans la mesure où ils avaient tendance à considérer ceux « de l'Ouest » comme responsables de leurs malheurs, aussi bien avant qu'après la Seconde Guerre mondiale – ceci au prix d'une simplification de l'histoire sur laquelle je ne m'appesantis pas. En tout cas, pour l'avenir de leur sécurité, traumatisés par leur passé, même du côté de l'Ouest (la Pologne vis-à-vis de l'Allemagne, par exemple), c'est entièrement sur l'OTAN qu'ils comptaient, comme s'en souvient quiconque a participé aux

débats ou aux négociations de cette période. Pendant longtemps, les discours formels de la France sur « la défense européenne » et, *a fortiori*, son « autonomie stratégique » ont sonné creux à l'extérieur de l'Hexagone. À la toute fin du XX^e siècle, même dans la patrie du général de Gaulle, personne ne doutait sérieusement de l'attachement américain aux « valeurs transatlantiques ». Seule une petite minorité s'interrogeait sur les raisons de la survie de l'Alliance atlantique puisque la nouvelle Fédération de Russie ne paraissait plus que l'ombre de la superpuissance qu'avait été l'URSS. Par effet d'inertie, la confiance dans le lien transatlantique a perduré jusqu'au premier mandat de Donald Trump en 2017-2020, mais n'a pas résisté au second, depuis janvier 2025.

À présent, on le comprend, les États membres de l'UE les plus objectivement obnubilés par le « danger russe » sont les anciens sujets de l'URSS, à commencer par les pays baltes et la Pologne. Cette dernière veut bâtir la première armée européenne, en attendant la renaissance déjà engagée de l'armée allemande, qui avait disparu (*de jure* et *de facto*) avec le Troisième Reich, et en attendant aussi la consolidation de l'armée ukrainienne après la guerre actuelle. La nature de l'effort militaire dans les pays du sud de l'Europe n'est pas clairement explicitée, ni, plus largement, le type d'organisation entre Européens qui permettrait de parler enfin sérieusement de « défense européenne ». *A fortiori*, la question des rapports futurs entre cette défense européenne et les États-Unis, notamment dans le domaine de l'armement, est-elle entièrement ouverte. Le problème le plus fondamental des rapports institutionnels entre l'organisation de la future défense européenne et l'UE se pose d'autant plus que cette dernière paraît

orpheline de son parrain. C'est-à-dire qu'elle n'a plus de leader. Tout cela ne veut d'ailleurs pas dire que, dans le cas extrême et peu probable où l'Alliance atlantique serait bel et bien dissoute, les États-Unis n'interviendraient pas au secours de pays européens en cas d'agression majeure par la Russie ou d'autres puissances.

Si l'on va jusqu'au bout des raisonnements esquissés ci-dessus, on en vient en tout cas à établir une distinction logique entre la réflexion sur l'avenir de l'UE en tant que telle et celle sur l'organisation de la sécurité ou de la défense de l'Europe, selon un périmètre non nécessairement identique à celui de l'UE¹. Cette distinction s'impose déjà, puisque chacun connaît depuis longtemps l'importance du Royaume-Uni, hélas de plus en plus déclinante, sur le sujet de la défense et celle, ascendante, de la Turquie.

Les Turcs occupent une place majeure dans l'histoire du continent eurasiatique dans son ensemble, et se sont imposés au premier rang dans celle de l'Europe après la prise de Constantinople en 1453. Une carte de l'empire ottoman à la fin du XVI^e siècle montre que celui-ci contrôlait alors une bonne partie de l'Europe orientale et dominait la quasi-totalité du flanc sud de notre continent. Il occupait une position critique sur son flanc est. Après sa chute en 1918, la Turquie moderne et laïque est née de ses décombres sous la férule de Mustafa Kemal Atatürk, qui en resta le maître jusqu'à sa mort en 1938. Depuis l'arrivée au pouvoir de Recep Tayyip Erdoğan en 2003, le pays a renoué avec ses racines musulmanes tout en restant ancré dans la modernité. Il a retrouvé une influence géopolitique et géostratégique significative en Méditerranée orientale, au Levant, en Mésopotamie, dans le Golfe et en Asie centrale. Membre important de l'OTAN, le pays dispose déjà d'une armée puissante. À court terme, Erdoğan et Trump ont développé une « alchimie » commune – selon les termes du président américain. Le premier joue ouvertement sa partition dans l'organisation présente et future de la sécurité au niveau du continent européen dans son ensemble. Avant que son Parti de la justice et du développement (AKP) ne le conduise au pouvoir, les successeurs d'Atatürk aspiraient à rejoindre la Communauté puis l'Union européenne. Il paraît fort peu probable que le processus d'adhésion aille jusqu'à son terme, mais la Turquie d'Erdoğan se considère avec de bonnes raisons comme une puissance européenne, au moins au même titre que la Russie. Une raison de plus pour distinguer conceptuellement entre l'avenir de l'UE et celui de l'organisation de la sécurité ou de la défense de ses membres.

Avec les élargissements successifs, surtout après la chute de l'Union soviétique, la Communauté, puis l'Union européenne, a changé de nature. Le traité de Maastricht de 1992 a sauvé temporairement la construction, grâce à la mise en œuvre extraordinairement audacieuse de la zone euro. *De facto*, l'UE a ainsi introduit la possibilité d'une « géométrie variable », en s'appuyant sur le projet économique le plus ambitieux auquel on pouvait alors songer : la monnaie unique. La zone euro est un sous-ensemble de l'UE, et survivra aussi longtemps que ses membres en respecteront les règles, ce qui ne va et n'ira pas de soi, comme le montre le mauvais exemple de la France. Avec la disparition des taux de change entre pays membres, les effets éprouvés de signaux comme la dévaluation ont été remplacés par des

1. T. de Montbrial, « Une nouvelle voie pour l'Europe », *Politique étrangère*, vol. 91, n° 2, Ifri, été 2026.

effets de marché plus dilués et beaucoup plus sensibles à la politique. Tout compte fait, néanmoins, on peut dire que la création de l'euro a été dans l'ensemble un succès, qui reste à compléter par une véritable union bancaire et financière.

Le problème soulevé par l'UE, en général, est qu'avec ses 27 membres actuels, elle constitue déjà un ensemble extrêmement hétérogène. Avec un parlement doté de vrais pouvoirs mais dont la représentativité populaire ne ressemble en rien à celle des parlements nationaux, et une Commission à certains égards plus puissante que les gouvernements nationaux mais déconnectée des populations qu'elle est supposée servir ; avec donc un système de gouvernance technocratique trop marqué par l'idéologie et l'incohérence dans la durée ; avec aussi un système de droit qui échappe au contrôle des citoyens ; pour toutes ces raisons et d'autres encore, il ne paraît pas raisonnable de faire comme si l'on pouvait continuer d'élargir l'UE à l'Ukraine, aux Balkans etc., sans se préoccuper des fondations de l'édifice.

Il ne paraît pas raisonnable de faire comme si l'on pouvait continuer d'élargir l'UE [...] sans se préoccuper des fondations de l'édifice

En repensant aux dix dernières années, on ne peut pas dire que l'UE a démérité, si l'on en juge par la façon dont elle a, au moins en surface, franchi les crises qui se sont succédé : le Brexit, le choc de Trump I, la pandémie de Covid-19, la guerre d'Ukraine, le retour de Trump, les guerres d'Iran et j'en passe. Elle a survécu, ainsi que la zone euro, qui en constitue, jusqu'à nouvel ordre, le noyau le plus solide. Mais le jugement que l'on peut porter sur son bilan du point de

vue du long terme est plus sévère. Chacun ressent le déclassement économique et social de l'Europe ; le poids excessif de la bureaucratie à travers d'innombrables directives tatillonnes ; les contradictions qu'elle a manifestées dans des domaines essentiels comme la politique de l'énergie, la politique industrielle, la concurrence ou les migrations ; la confusion institutionnelle qui s'est installée avec la prétention, contraire aux traités, d'Ursula von der Leyen de présider une commission « géopolitique ». En bref, l'Union traverse une profonde crise de légitimité, d'autant plus qu'elle s'est engagée à la légère à s'étendre à l'Ukraine, sans parler des pays du sud-est de l'Europe qui piétinent à la porte.

Nul, hormis peut-être la Russie, n'a intérêt à ce que la construction européenne s'effondre. Mais le risque est élevé et, face à l'accumulation des sources d'incertitude exposées dans les pages qui précèdent, il est grand temps de réhabiliter l'édifice et de ne pas se contenter de produire, épisodiquement, des rapports non suivis d'effets. À cette fin, on devra commencer par un examen constructif de ses facteurs de fragilité, et donc procéder à l'analyse lucide des erreurs commises et des obstacles à lever. Ensuite, il faudra revenir à une distinction claire entre les responsabilités, certes complémentaires, du système de la Commission, responsable des affaires économiques et en partie géoéconomiques, et d'un système de sécurité à rebâtir, centré sur une alliance comprenant *a priori* la plupart des pays de l'UE et probablement certains États extérieurs comme le Royaume-Uni, la Turquie, mais aussi – on l'espère – les États-Unis. Le jour venu, ce système de sécurité aura vocation à jouer un rôle central dans la reconstruction d'une architecture de sécurité plus large, incluant notamment la Russie. Enfin, les missions de l'UE devront être recentrées sur un petit nombre d'objectifs de long terme avec une organi-

sation renouvelée, susceptible d'assurer dans la durée la cohérence des décisions et de leur mise en œuvre, autour de principes simples comme l'efficacité et la subsidiarité. Seules une simplification et une clarification des missions permettront de mettre en œuvre les nouveaux élargissements qui s'annoncent, car l'horizon d'aujourd'hui est celui d'une Europe dont les frontières seront la Biélorussie, la Russie et la Turquie.

À cet horizon, qui dans le meilleur des cas ne sera pas atteint avant une ou peut-être deux décennies, si souhaitable puisse-t-il être pour certains sur le papier, l'avènement d'une fédération de type américain, allemand ou suisse (la Confédération helvétique étant en réalité une fédération) n'est pas réaliste. Quoi qu'on en dise, les États membres de l'UE sont farouchement attachés à leur souveraineté nationale, tout récemment retrouvée dans le cas des anciens pays communistes. Visons d'abord à établir une grande confédération européenne aux ambitions circonscrites, mais solide et efficace. Les générations suivantes reprendront, le moment venu, le projet fédéraliste, qui conserve toute sa logique à très long terme. En attendant, la réussite d'une construction européenne réajustée n'est pas seulement dans l'intérêt de ses membres actuels et futurs. Elle est dans celui de tous les États de la planète qui ne souhaitent pas se trouver contraints de faire allégeance à l'une ou l'autre des superpuissances d'aujourd'hui ou de demain.

Thierry de Montbrial

Membre de l'Académie des sciences morales et politiques
Fondateur et Président de l'Institut français des relations internationales
Fondateur et Président de la *World Policy Conference*

15 juillet 2026